

ÉDITO

Qui sera demain le premier citoyen de votre ville-village, et voudra vous réserver un meilleur sort que le sien ?

Par Coralie Dubost



Spécialiste de droit des affaires européen et de droit international public des droits de l'homme, Coralie Dubost entame sa vie professionnelle comme juriste d'affaires chez Eurovia Management.

Elle oriente ensuite sa carrière auprès de fondations comme la Maison de l'Image Documentaire, et la Fondation FACE où elle est responsable de la branche RSE du club d'entreprises, et des partenariats publics. En parallèle, elle poursuit son doctorat, enseigne les libertés fondamentales, la philosophie du droit, et publie sur la médiation civile et commerciale en Europe. Puis elle rejoint Didier Jourdan à la direction de Montpellier Business School, où elle gère les dossiers liés à la recherche, la RSE et l'international. En 2017, elle est élue députée de l'Hérault, et 1^{er} vice-Présidente du groupe parlementaire de la majorité. Elle siège alors au sein de la commission des Lois de l'Assemblée, et celle des Affaires européennes. Elle a été rapporteure de la loi PACTE, la loi de Bioéthique, la loi sur les élections européennes, la relocalisation du médicament en Europe, et responsable de texte immigration et État d'urgence sanitaire. Coralie est Managing Partner d'ESL France.



Le contexte

Une élection de confirmation ?



Répartition des 109 plus grandes communes de France par couleur politique du maire sortant

Couleur politique	Gauche				Bloc central				Droite			Extrême droite
Part parmi les 109 plus grandes villes de France	39,40%				12,80%				45%			2,80%
Parti ou étiquette politique	PCF	EELV	DVG	PS	Parti radical	REN	Modem	Horizons	UDI	DVD	LR	RN & div EXD
Part parmi les 109 plus grandes villes de France	7,30%	8,30%	5,50%	15,30%	0,90%	2,80%	0,90%	8,30%	5,50%	11,90%	27,50%	2,80%

© Elections municipales 2026 - Des chiffres et des surprises

Ah les municipales, ce moment si français avec ses 35 000 communes où la question de la représentation de la communauté, encore à taille humaine, se pose à chaque habitant du quartier. Toutes catégories confondues, deux Français sur trois pensent que cette élection est l'une des plus utiles à leur quotidien et influera sur leur vie. L'urne municipale est un rituel antique, dernière expression de la démocratie athénienne. Peut-être qu'en 2026 plus encore, remédier à la stasis passera par une mobilisation importante pour sa commune. Comment anticiper les grandes tendances de ce vote des cités ?

Les municipales de 2026 ne seront ni un vote d'adhésion partisane ni un simple vote de proximité : elles seront un vote de valeurs incarnées, dans un pays qui a perdu le réflexe de l'étiquette mais pas celui du clivage.

« Les municipales de 2026 ne seront ni un vote d'adhésion partisane ni un simple vote de proximité : elles seront un vote de valeurs incarnées, dans un pays qui a perdu le réflexe de l'étiquette mais pas celui du clivage. »

Longtemps, deux poncifs relativement opposés se sont imposés à ces chères élections municipales : tout était question de personnalité, d'incarnation, d'affirmation de volonté individuelle ; ou

bien exactement à l'inverse, tout était question de sensibilité territoriale, d'ancrage partisan, de mailage politique. Les grands maires étaient issus alternativement de l'un ou de l'autre de ces axiomes, et la cartographie nationale des municipales signifiait quelque chose de majoritaire. Rien de tout cela ne sera vrai en 2026. L'incertitude prévaut, comme à l'échelon national, voire mondial. L'électorat est volatile – pas moins que les candidats ou les idéologies partisanes – la sociodémographie est mobile, et les campagnes peinent à percer dans un quotidien saturé d'informations politiques.

Quelques sujets rassemblent encore ; quelques têtes d'affiche demeurent. Sécurité, santé et souveraineté sont les nouveaux totems, chacun assaisonné selon la colorimétrie politique locale. Une ville où il fait bon vivre pour les enfants, ou pour les femmes, ou pour les familles, ou pour les entreprises. Certes. Une ville propre, apaisée, rassemblée, heureuse. Une ville où il fait bon circuler – à vélo, à pied, en bus, en

métro, en voiture, un peu. Une ville où il fait bon respirer, travailler, se loger, se nourrir, se soigner, s'éduquer, courir, nager, lire, dîner, danser et se cultiver en toute liberté – à petit prix et sans trop d'impôt. Ce consensus apparent sur le « bon vivre » ne produit plus de clivage politique : il produit une concurrence de récits, où chacun projette ses valeurs dans un projet municipal devenu volontairement indéterminé. Quelle est la couleur politique de ce projet du « bien vivre » ? Chaque habitant du quartier y reconnaîtra les siens. Lesquels ? Comment répartir en catégories partisans des projets municipaux aux objets sensiblement similaires ?

Et bien précisément, les Français ne le souhaitent pas. Fini l'étiquette, place à la sensibilité. Selon un récent sondage IFOP, 74% des Français ne veulent plus des partis à la tête des communes. C'est net, c'est clair. Pourtant, selon plusieurs sondages Cluster 17, ces municipales font aussi réémerger une polarisation très forte des électeurs. Polarisation oui, mais pas autour des étiquettes : elle s'opère autour de systèmes de valeurs homogènes, désolidarisés des partis, rassemblés en communautés de mœurs et émotionnelles. Le Français s'est déconnecté de l'étiquette politique, tout en se raccrochant très fortement à sa sensibilité valorielle. C'est dire le décrochage des partis, à l'exception des extrêmes, dont la radicalité colle bien aux affirmations identitaires.

Pour tous les autres, que le meilleur conteur l'emporte. De la droite à la gauche, en passant par toutes les nuances de centre, les valeurs sont disséminées dans chacune des identités. La gauche s'empare de la sécurité, la droite de l'écologie dans la cité, et aucun électeur n'en déduit une fiabilité globale. Dans ce méli-mélo d'affichage de valeurs totems, ajoutons une dose de multiplicité de candidats – grâce aux rassemblements, par souci de clarté, des familles politiques – et faisons tourner la machine à probabilités. Résultat ? Nous pourrions

parier sur le nombre record de quintangulaires au soir du premier tour. Et s'interroger sur la mathématique des reports de voix au second. Un candidat donné *outsider*, misant sur un parcimonieux agglomérat de valeurs, avec un talent de conteur, pourrait *in fine* challenger des candidats partisans installés depuis longtemps. De la capitale aux petites communes, plus de prévisibilité.

« Nous pourrions parier sur le nombre record de quintangulaires au soir du premier tour. Et s'interroger sur la mathématique des reports de voix au second. »

La conquête passera par la puissance des incarnations et des authenticités. Après des municipales confinées en 2020, aussi créatrices furent-elles en matière de communication, le maire de 2026 sera élu sur un travail de conviction personnelle bien plus que partisane. À cet égard, les sortants ont une mise d'avance : ils sont identifiés, leur système de valeurs également. Certains pourront même être élus dès le premier tour, lorsque leur système de valeurs, parfaitement identifié, est cohérent avec leur bilan et répond à la demande locale.

Ainsi de Béziers, où Robert Ménard est plébiscité à plus de 60% des voix, sans étiquette mais avec un soutien LR, avec pourtant face à lui un candidat RN dont les 40 points idéologiques de son parti l'avaient donné vainqueur aux législatives de 2024. L'issue des urnes biterroises nous dira beaucoup :

qui du parti ou du triptyque l'homme – ses valeurs – son action l'emporte. Dans les métropoles, certains grands élus disposent d'une mise suffisante pour travailler les équilibres de leur conseil et penser les alliances de second tour. Montpellier, par exemple. À l'inverse, d'autres métropoles pourraient basculer : Lyon, Strasbourg, Bordeaux, et même Grenoble, si ancrée à gauche mais dont la fraîche alliance de listes libérales permet désormais à un scénario de bascule d'exister. Le décompte des bascules est lancé, et celui des sidérations partisans aussi.

Quel suspense également à Marseille, où le RN tance le sortant Benoît Payan ; dans la deuxième ville de France, la polarisation bat son plein. Paris enfin, exception sociologique : serait-elle un laboratoire de la perte du lien de proximité des partis ? Avec des personnalités très identifiées et une polarisation complète de l'électorat, la règle pourrait être mathématique. Et pourtant, les divisions étant légion, la quintangulaire reste possible. Chaque voix comptera. Pour les partis comme pour les décideurs, le risque majeur de 2026 n'est pas de perdre une mairie, mais de continuer à lire ces élections avec des catégories qui ne structurent plus l'esprit des électeurs.

En résumé : pas de certitudes, pas de règles d'évidence. Une multiplicité de facteurs permettant aux candidats de s'installer dans le cœur des habitants – ou, à l'inverse, pour les partis, de s'en éloigner. La carte du premier puis du second tour des municipales nous offrira de longues nuits d'analyse des messages français. Les candidats locaux à envergure nationale seront-ils favorisés ou punis de leur appartenance partisane ? La petite commune restera-t-elle l'échelon de stabilité et de prévisibilité ? Comment les partis tireront-ils les enseignements de ce mailage territorial à un an des présidentielles ?

Chez NSI, avec Cluster 17, nous avons hâte de croiser les analyses et de vous livrer la traduction d'une France des communes réaffirmées ●

Cluster 17

Le contexte

Pour le RN et LFI, un certain pouvoir de nuisance

Parmi les villes de **plus de 20 000 habitants**
Le RN a obtenu **plus de 30%** des voix dans
130 villes

104 de 20 000 à 50 000 habitants	22 de 50 000 à 100 000 habitants Dunkerque Narbonne Arles Troyes Cannes Beauvais Montauban La Rochelle Tourcoing	4 de plus de 100 000 habitants Perpignan Toulon Nice Marseille
--	---	--

Dans **toutes ces villes**, le
RN et LFI ont obtenu **plus
de 30% des voix.**

Les deux partis ont donc
de **sérieuses chances**
d'accéder au **second tour**

En cas de **maintien au 2nd tour**
dans le cadre de triangulaires
ou de quadrangulaires, le RN
pourrait **"faire perdre" la
droite et LFI la gauche**

Parmi les villes de **plus de 20 000 habitants**
LFI a obtenu **plus de 30%** des voix dans
58 villes

34 de 20 000 à 50 000 habitants	21 de 50 000 à 100 000 habitants Créteil Roubaix Vénissieux Drancy Sarcelles Nanterre Evry Cergy	3 de plus de 100 000 habitants Saint-Denis Argenteuil Montreuil
---	--	--

© Elections municipales 2026 - Des chiffres et des surprises

REGARD D'EXPERT

Canada: Confederation and its discontents

Publié par The Ambassador Partnership le 5 février 2026

Par Douglas Scott Proudfoot



Douglas Scott Proudfoot is a former Canadian Ambassador who served as head of mission in Bamako, Juba and Ramallah. He was previously posted in Vienna (where he represented Canada at the IAEA, CTBTO and UNODC), London, Delhi and Nairobi. At headquarters he headed the Afghanistan and Sudan Task Forces. Most recently he headed the Canadian mission to the International Civil Aviation Organisation (ICAO). He is currently based in Ottawa. Areas of expertise include Africa; the Israeli-Palestinian conflict; fragile states & post-conflict situations; non-proliferation, arms control & disarmament; aviation; and, of course, Canada.

NSI Group est heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé, et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

Canada is, by most measures, a successful mid-sized country, with a reputation as a responsible, if minor, player in global affairs. If the primary vocation of a state in the 21st century is to deliver a better life to its people, Canada fulfils that function well, attaining near-Scandinavian levels of personal freedom and well-being.

Yet Canada is also surprisingly fragile. Despite, or perhaps in part because of, its vast natural resources and proximity to the US market, it tends to underperform economically, preferring to coast comfortably in middling prosperity. Its productivity chronically lags its peers, due to under-investment and a failure to innovate. Like Britain, it produces world-leading research, but doesn't monetise the findings. Even when it does, it lacks staying power; remember Blackberry?

Canada also suffers from persistent centrifugal pressures, threats from within to its very existence. It is highly probable that it will face secessionist referenda in two provinces, Quebec and Alberta, possibly as early as this year. Even if unsuccessful, such exercises will be highly disruptive.

Geography is destiny....

Canada is vast and sparsely populated, with over half its people concentrated in the central corridor along the St Lawrence River system. Power is therefore also concentrated, leaving the perception, and sometimes the reality, that "Laurentian élites" govern without regard to the interests of other regions. Even in the age of Zoom and jet travel, the periphery often feels neglected. Moreover, in such a large and diverse country, national decisions inevitably pit the priorities of one region against another. The Carney government's undertaking to build a second oil pipeline to the Pacific was greeted in Alberta but jeered in British Columbia. Its cautious rapprochement with China, which will allow a small number of Chinese EVs into the Canada in exchange for market access for Canadian rapeseed and seafood products, was well-received in Saskatchewan and the Maritime provinces; less so in Ontario, where car assembly is based.

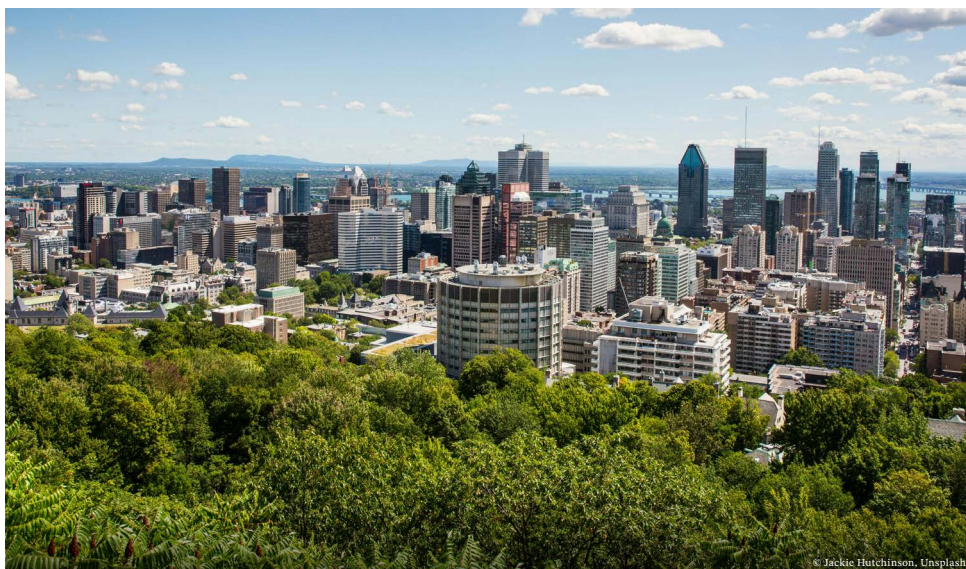
Albera's alienation was exacerbated decades ago by Trudeau père's National Energy Programme, which denied Alberta the gains of 1970s oil spikes, to ensure ready supply in other regions. Nevertheless,

Alberta is the most prosperous province, and Albertans collectively pay more into the federal fisc than they receive back, through a complex "equalisation" tax mechanism intended to ensure comparable levels of public services in all provinces. Albertan politicians have not shrunk from exploiting popular resentment over these transfer payments.

...and history sets the mould

French-speaking Quebec is a net recipient of fiscal transfers, and has always been close to power in Ottawa. It supplied Prime Ministers for 53 of the last 80 years, and no party can form a majority without a healthy representation in Quebec. The socio-economic grievances that drove Quebec separatism in the 1960s and 70s have now been largely addressed; today the captains of business in Montreal are francophone Quebecers, and the French language enjoys legislative protection. Quebecers voted to remain in Canada in referenda in 1980 and 1995, though the latter was a close-run thing.

But Quebecers have a permanent ambivalence towards Canadian confederation. Most federalists



also consider themselves nationalists, and their unshakeable sense of national identity goes back to Quebec's origins and its conquest by the British in 1759. Quebec's motto encapsulates that ambivalence: "Je me souviens" means "I remember," but is only the first line of a longer stanza: "I remember that born under the lily, I have grown under the rose." Despite Quebec's resilience, Quebecers are ever beset by a nagging fear of "Louisianisation," meaning their submersion into the English-speaking sea of North America.

Give me my money back

What Alberta and Quebec have in common is a sentiment that the federal government is not on their side. Although Canada is among the world's most decentralised federations, Ottawa is a convenient scapegoat for provincial politicians.

Alberta's alienation was further deepened under Trudeau fils, who seemed oblivious to its concerns; its Conservative provincial Premier, Danielle Smith rode to power on that alienation. Although her paradoxical policy is a "sovereign Alberta within a united Canada," she has fanned separatism and threatened a "national unity crisis" if her demands were not met, and in the name of direct democracy lowered the threshold to launch a referendum.

Smith acted to assuage secessionist currents in her caucus and base, but like Goethe's Zauberlehrling has now unleashed forces she cannot control. An organisation named the Alberta Prosperity Project is gathering signatures on a petition that would require an independence referendum, and will easily gain the requisite number. Although the independence movement attracts more than its share of cranks, it is no fringe phenomenon. Current polling suggests about 20% strongly support independence, but at least a third of the electorate is open to the option as a calculated means of gaining leverage for negotiations.

Alberta is today a place of large multicultural cities, and an increasingly diverse economy.

The land of the oil-patch is also Canada's leader in renewables. Calgary, the intellectual hub of western separatism, is not the "Cowtown" of caricature; it elected a socialist Muslim mayor years before London or New York. This is not fertile soil for separatism. What's more, the Carney government's centrist tilt, and its readiness to cooperate with Alberta on its priorities, are tempering secessionist sentiment. But referenda are unpredictable events, and voters don't always base their decisions on the ballot question. As David Cameron learnt to Britain's detriment, political expediency is a poor reason for risking a plebiscite.

Faute de mieux

Meanwhile in Quebec, the separatist Parti Québécois (PQ), nearly eliminated in 2022, is poised to gain power in the provincial election this October. While polling suggests it is at about 35% support, with Canada's Westminster-style parliamentary system and a split field, a third of the vote can be enough to form a majority government. The PQ's revival does not reflect a sudden surge in desire for independence. Rather, it benefits from disenchantment with the governing Coalition Avenir Québec (CAQ) and disarray in the natural alternative, the provincial Liberal Party. Both the CAQ and the Liberals are in the process of selecting new leaders, and the Quebec electorate is both volatile and opportunistic, but the PQ, which has promised to hold independence referendum in its first mandate, will probably win.

Many Quebecers are prepared to vote for a pro-independence party, but withhold support for independence when the time comes, and as in Alberta, independence remains a minority view. But a PQ government will certainly pick a fight with Ottawa to sew division. While Mark Carney is respected in Quebec, his French is weak and he often seems deaf to the nuances of Quebec political culture. It is worth remembering that in 1980 and 1995, when separatism was rejected, the

Prime Ministers in Ottawa were both francophone Quebecers: Pierre Trudeau and Jean Chrétien.

The international dimension

Canada is not immune to international forces. In recent Canadian elections, foreign actors, particularly China, have sought to influence diaspora voting. It can be assumed that a referendum which might dismember the country would be a very tempting target for Russian hybrid warfare.

Already, Americans such as Steve Bannon, Elon Musk and the late Charlie Kirk, are speaking in favour of Alberta's secession and its subsequent absorption by the US. More astonishingly, in the most blatant interference in Canadian affairs since Charles de Gaulle uttered the words "Vive le Québec libre," the American Treasury Secretary, Scott Bessent, issued a confused endorsement of Albertan independence. Separatist leaders claim to have met with senior US officials on several occasions to solicit support, including a line of credit to facilitate independence.

Even if concrete US support for the secessionist movement is not forthcoming, Mr Trump would certainly take advantage of any weakness in Canada during trade negotiations, and perhaps see an opportunity to realise his expansionist dreams. Of course, the Trump factor cuts both ways. Threats and bluster from the US tend to solidify Quebecers' attachment to Canada, and even in Alberta, the whiff of MAGA around the secessionist movement repels most.

Canada will probably pull through, as the popular will for secession in either province falls short. But even the prospect of a referendum, let alone two, introduces uncertainty. For a government embarking on "national building" projects and reforms, such vulnerability can be distracting. And predators will exploit any vulnerability ●



REGARD D'EXPERTE

« For Sure » : quand Davos devient un laboratoire de viralité

Par Jeanne Weinand



Diplômée d'un master 2 en relations publiques, Jeanne dispose de plus de 6 ans d'expérience en relations presse corporate et institutionnelle réalisés exclusivement en agence. Elle a travaillé pour différents clients (multinationales, ETI, PME, fédérations, associations et startups) dans différents secteurs tels que l'agroalimentaire, l'énergie, la santé et la tech. Jeanne a rejoint Antidox en 2023 en tant que consultante Relations Médias pour accompagner des entreprises et des dirigeants aussi bien en relations presse que sur les réseaux sociaux.

Le Forum économique mondial (WEF) 2026 à Davos n'a pas seulement été une arène de débats géopolitiques ; il a aussi vu naître un phénomène médiatique inattendu. Lors de son discours du 20 janvier, Emmanuel Macron a prononcé à plusieurs reprises l'expression « for sure » avec un accent marqué, une tournure qui aurait pu n'être qu'anecdotique, mais a rapidement explosé sur les réseaux sociaux, se transformant en un mème global et en objet de remix, produits dérivés et parodies culturelles.

Quand un tic de langage devient un moment viral

Macron intervenait au cœur d'un débat politique intense, parfois dominé par les déclarations de dirigeants comme Donald Trump. Mais c'est cette simple phrase qui a captivé l'imaginaire numérique. La répétition emphatique de « for sure », prononcée avec son accent, s'est propagée sur X (ex-Twitter), TikTok, Instagram et d'autres plateformes, générant des milliers de publications, vidéos et mêmes en quelques heures (Onclusive, 2026 – Media & Social Media Impact Analysis). Les internautes ont notamment intégré l'expression

dans des contenus humoristiques allant du quotidien (« for sure quand... » humoristique) aux créations artistiques : remixes musicaux, vidéos détournées ou encore références visuelles autour de son allure avec lunettes d'aviateur.

Le rôle des lunettes et du style visuel

Un élément clé de cette viralité est l'image associée au moment : Macron portant des lunettes d'aviateur pendant son intervention. Cet accessoire a rapidement été repris par les créateurs de contenus ; certains ont comparé cette silhouette à un « effet Top Gun », associant la phrase « For sure » à une esthétique cool et reconnaissable. Cette combinaison d'expression vocale et de représentation visuelle a fait basculer l'extrait politique dans le registre culturel et humoristique, détourné par des utilisateurs qui ont saturé les fils d'actualité avec des mèmes, gifs et remixes audio.

La viralité comme instrument d'attention

L'impact du « For sure » ne s'est pas limité aux plateformes sociales : il a aussi débordé dans le débat politique. Par exemple, le Premier ministre britannique Keir Starmer a repris l'imagerie des lunettes d'aviateur et a taquiné Macron avant un public, citant la phrase « for sure » lors d'un événement humoristique, illustrant comment ce moment est devenu un élément de récit public entre dirigeants (Vidéo Instagram – Le Parisien – Janvier 2026). Autre signal d'impact : dans les commentaires et sondages politiques, certains observateurs ont noté une légère amélioration de la cote de confiance de Macron après

son intervention (sondage Toluna Harris Interactive/ LCI janvier 2026), en partie attribuée à la viralité de ce moment, signe que la dynamique digitale peut dépasser le simple divertissement pour toucher des perceptions d'opinion publique.

Une nouvelle syntaxe de l'attention médiatique

Ce phénomène révèle une mutation profonde de la manière dont les discours politiques sont consommés :

- Une **banale expression contextuelle** peut devenir un signifiant culturel à part entière, bien plus visible que les messages politiques eux-mêmes.
- Les **mèmes et remixes** jouent désormais un rôle crucial dans la circulation de l'attention, en rendant les leaders mondiaux parodiables.
- Les **réactions des pairs politiques**, parodies amicales ou clin d'œil, renforcent la portée de ces moments, créant une nouvelle couche de récits publics qui n'existaient pas il y a dix ans.

Cette viralité n'a pas simplement « accompagné » l'événement : elle a reconfiguré la façon dont l'intervention est perçue et mémorisée, illustrant qu'à l'ère des réseaux sociaux, le sens d'un discours est co-construit par le public digital.

Conclusion : du « for sure » à la nouvelle grammaire de l'influence

Le « For sure » à Davos n'est pas un incident isolé ou une curiosité mineure : il incarne une nouvelle syntaxe de l'attention mondiale, où l'interaction entre discours sérieux et culture numérique transforme un moment politique en événement social global.

Dans un environnement où les réseaux sociaux dictent désormais les narratifs les plus visibles, la viralité n'est plus accessoire, elle est un acteur à part entière de l'influence, capable de redéfinir, détendre, ou amplifier un message en quelques heures. Le cas Macron montre qu'une phrase, une image et un contexte bien choisis peuvent générer une portée souvent plus large que le contenu politique lui-même, reflétant l'évolution profonde des dynamiques médiatiques contemporaines ●



Source: World Economic Forum / Valeriano Di Domenico

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslriverington.com

ESL Riverington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Riverington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.